

**LE FORUM D'ASSOUAN POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLES**  
**LA PAIX. LE PROGRÈS. LA PROSPÉRITÉ.**



**« FAÇONNER LA NOUVELLE NORME DE L'AFRIQUE: RÉCUPÉRER PLUS FORT, RECONSTRUIRE EN MIEUX»**

Le programme [\[1\]](#)

[\[1\]](#) Ceci est un programme provisoire et il est sujet au changement. Ce projet ne doit pas être diffusé à l'extérieur.

**« Façonner la nouvelle norme de l'Afrique : récupérer plus fort, reconstruire en mieux »**

1-5 mars 2021

13h00 - 13h15	<p style="text-align: center;"><i>Séance d'ouverture</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Discours d'ouverture</b> <b>Sameh Shoukry</b> <i>Ministre des Affaires Etrangères, République Arabe d'Égypte</i></p>
13h15 - 14h00	<p style="text-align: center;"><b>Récupération suite au COVID-19: Renforcer la paix durable et le développement en Afrique</b> <i>(Des Messages des Dirigeants pour le Forum d'Assouan)</i></p> <p><b>H.E. Abdel Fattah El-Sisi</b>, Président, la République Arabe d'Égypte</p> <p><b>H.E Paul Kagame</b>, Président, la République du Rwanda</p> <p><b>H.E. Ali Bongo Ondimba</b>, Président, la République Gabonaise</p> <p><b>H.E. Salva Kiir</b>, Président, République du Soudan du Sud</p> <p><b>H.E. Macky Sall</b>, Président, la République du Sénégal</p> <p><b>H.E. Roch Marc Christian Kaboré</b>, Président, le Burkina Faso</p> <p><b>H.E. Emmerson Dambudzo Mnangagwa</b>, Président, la République du Zimbabwe</p> <p><b>H.E. Andry Rajoelina</b>, Président, la République de Madagascar</p> <p><b>H.E. Umaro Mokhtar Sissoco Embaló</b>, Président, la République de Guinée-Bissau</p> <p><b>H.E. Évariste Ndayishimiye</b>, Président, la République du Burundi</p> <p><b>H.E. António Guterres</b>, Secrétaire Général, Nations Unies (ONU)</p> <p><b>H.E. Moussa Faki Mahamat</b>, Président, Commission de l'Union Africaine (CUA)</p>
14h00 - 15h30	<p style="text-align: center;"><i>Récupérer plus fort, reconstruire en mieux: Vers une Afrique plus sûre, résiliente et prospère</i> <i>(Séance de haut niveau)</i></p>

La pandémie du COVID-19 continue de mettre en évidence des défis sans précédent aux niveaux mondial, régional et national. Alors que l'Afrique compte pour une part relativement faible du bilan mondial des décès dus à la pandémie du COVID-19, la crise sanitaire s'est rapidement transformée en une crise socio-économique à part entière. Avec une contraction financière mondiale en cours et une menace de récession imminente, les efforts de développement connaissent un recul à travers le continent. La pandémie a également amplifié les risques systémiques et les inégalités structurelles bien antérieures à cette crise, notamment pour les populations vulnérables, dont les femmes, les enfants et les personnes déplacées. En même temps, les défis à la paix, à la sécurité et au développement persistent, alors que le continent continue d'être témoin d'une recrudescence du terrorisme, de la criminalité transnationale organisée et des conflits violents.

En réponse à ces défis, les dirigeants africains et l'Union Africaine (UA) ont fait preuve de leadership pour atténuer l'impact immédiat sur la santé de la pandémie, et œuvrent actuellement pour garantir un accès équitable aux vaccins contre le Covid-19 pour le continent. Ils visent également à établir une base solide pour les réformes à long terme et à renforcer la résilience et la gouvernance inclusive. Il s'agit d'un effort multiforme, axé sur la pérennisation de la paix, la promotion du développement économique et de la croissance, le renforcement des systèmes de santé, l'amélioration de l'accès aux technologies numériques, l'amélioration des infrastructures, la promotion du commerce, le développement des énergies renouvelables et la promotion de partenariats plus solides. Par conséquent, cette séance sert de début de conversation pour examiner les voies en vue de récupérer plus fort et de mieux reconstruire peut soutenir le progrès visant la réalisation de l'agenda de l'UA 2063 : L'Afrique que nous voulons et l'Agenda des Nations Unies 2030 pour le développement durable.

**Panel :**

**Tedros Adhanom**, Directeur Général, Organisation Mondiale de la Santé (Message vidéo)

**John Nkengasong**, Directeur, Centre Africain de Contrôle et de Prévention des Maladies (CDC Afrique)

**Akinwumi A. Adesina**, Président, Banque Africaine de Développement  
(BAD)

**Marie Tumba Nzeza**, Ministre des Affaires étrangères, République Démocratique du Congo  
(Présidence de l'Union Africaine)

**Hala El-Said**, Ministre de la Planification et du Développement Economique, la République Arabe d'Égypte

**Cristina Duarte**, Conseillère Spéciale pour l'Afrique, Nation Unies

**Washio Eiichiro**, Ministre d'État chargé des Affaires Etrangères du Japon (Message vidéo)

**Modérateur:**

**Abdoulaye Diop**, Chef de Cabinet, Bureau du Président de la Commission de l'Union Africaine

15h45 - 17h15

*Le Terrorisme à l'ombre de la pandémie:  
Un besoin pressant de réponses intégrées*

Le terrorisme est une menace multiforme à la paix et à la sécurité, qui a été encore amplifiée par la pandémie COVID-19. Dans toute l'Afrique, les groupes terroristes ont capitalisé sur la pandémie, et ses conséquences néfastes sur la vie et les moyens d'existence de millions de personnes. Ils ont profité de la présence de la pandémie pour accroître leurs opérations, renforcer leurs gains territoriaux et accroître leurs efforts de recrutement. La pandémie a également accru les sentiments d'anxiété, de peur et d'incertitude, rendant les individus plus vulnérables aux idéologies radicales des groupes terroristes. Par conséquent, la plupart de ces groupes se positionnent comme fournisseurs de services plus efficaces, notamment étant donné que l'attention et les ressources des gouvernements sont orientées vers la lutte contre la pandémie.

Cette séance repose sur la nécessité de considérer la pandémie comme un défi de gouvernance nécessitant un investissement dans une approche préventive basée sur la gouvernance inclusive et le développement durable. Nous mettrons en évidence le caractère central de l'adoption d'une approche qui mobilise pleinement gouvernement et société en entier, qui garantisse que les réponses aux niveaux national et local ne contribuent pas seulement aux besoins immédiats de récupération, mais renforcent également les bases de la pérennisation de la paix. A ce titre, cette séance examinera les leçons tirées et les meilleures pratiques de consolidation de la paix en Afrique et les efforts qui visent à la fois à capitaliser sur les dividendes de la paix et à mettre à profit les piliers de la résilience. Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre les griefs et les vulnérabilités réels et perçus des communautés pour concevoir des interventions efficaces qui renforcent les contrats sociaux et la cohésion, et s'attaquent aux facteurs sous-jacents de fragilité, de violence et de conflit, y compris la radicalisation et l'extrémisme propices au terrorisme.

**Panel:**

**Christophe Joseph Marie Dabirée**, Premier Ministre, Burkina Faso

**Ghada Waly**, Directeur Exécutif, Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC)

**Michèle Coninsx**, Directeur Exécutif, Direction Exécutive du Comité Contre le Terrorisme (DECT)

**Fiona Lortan**, Directrice par intérim, Département de la Paix et de la Sécurité, CUA

**Fonteh Akum**, Directeur Exécutif, Institut d'Etudes de Sécurité (ISS)

**Fatima Akilu**, Directeur Exécutif, Fondation Neem

**Modératrice:**

**Nirina Kiplagat**, Chef de Projet Régional de Prévention de l'Extrémisme Violent (PEV), Programme des Nations Unies pour le

Développement (PNUD)

2 mars 2021

14h00 - 15h15

**De La Marge Aux Avant-gardes:  
Avancer l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité en Afrique pendant la pandémie et au-delà**

Alors que les effets sanitaires, politiques, économiques et sociaux de grande envergure de la pandémie du COVID-19 continuent d'évoluer, les femmes semblent être parmi les plus vulnérables, portant un fardeau disproportionné dans cette crise multiforme. La pandémie a amplifié les inégalités socio-économiques préexistantes et les griefs, y compris pour les femmes dans les situations de conflit armé, exposant d'importantes lacunes de mise en œuvre dans les piliers de la résolution du conseil de sécurité 1325. À ce titre, et malgré la réaffectation des ressources et le changement de priorités, les instruments nationaux et continentaux tels que les plans d'actions nationaux et FemWise –Africa continuent d'être essentiels pour valoriser le potentiel de transformation de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

En outre, la pandémie COVID-19 réaffirme l'impératif pour les pays africains d'intégrer les besoins et les expériences des femmes dans l'élaboration de réponses efficaces aux crises autant dans les contextes de paix que ceux touchés par un conflit armé. Elle offre également de nouvelles opportunités pour faire progresser le rôle positif des femmes en première ligne des efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix, notamment en tirant profit de l'innovation et de la technologie. Par conséquent, cette séance examinera les voies permettant de placer les femmes au cœur des priorités de financement et de la planification nationale pour faire progresser les efforts inclusifs de redressement et de paix. Elle examinera également les moyens de tirer parti des contributions des femmes en tant que force puissante pour reconstruire en mieux et réaliser une paix et un développement durables.

**Panel:**

**Bineta Diop**, Envoyée Spéciale pour les Femmes, Paix et Sécurité, Commission de l'Union Africaine

**Maya Morsy**, Présidente, Conseil National des Femmes, la République Arabe d'Égypte

**Alphonse Ntumba Luaba**, Coordinateur du Panel de la Présidence de la République Démocratique du Congo de l'UA pour l'année 2021

**Mavic Cabrera-Balleza**, Fondatrice et PDG, Global Network of Women Peacebuilders (GNWP)

**Modératrice:**

**Susanne Mikhail**, Directrice Régionale, de l'Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU Femmes), États Arabes

15h30 - 16h45

***Comblent le fossé entre les aspirations et les réalités sur le terrain***

***Opérationnaliser la prévention structurelle en Afrique***

Pour réaliser une Afrique sûre et prospère, un certain nombre de cadres normatifs sur la prévention des conflits et la pérennisation de la paix dans le continuum de la paix ont été mis en place. Bien que des mesures ont été prises pour les mettre en œuvre, les progrès sur les terrains demeurent limités. La pandémie a compliqué encore plus les efforts de paix et de développement. Cependant, elle présente une opportunité pour renforcer l'impératif pour les pays africains d'intégrer la prévention structurelle dans leur politiques, ainsi que dans leur planification et mise en œuvre. Cette approche est en ligne avec la nécessité largement reconnue d'adopter une approche holistique à travers le lien humanitaire-développement-paix, tout en traitant systématiquement les facteurs structurels des conflits et des violences. Aujourd'hui plus que jamais, le continent doit déployer des efforts concertés pour remédier au manque de mesures opportunes et efficaces en réponse à l'alerte précoce.

Dans ce contexte, cette séance tirera les leçons et s'inspirera des meilleures pratiques des acteurs africains, en partenariat avec les Nations Unies et les institutions financières internationales afin de mettre en œuvre, suivre et évaluer les efforts de prévention structurelle. Elle se penchera également sur les outils et mécanismes continentaux, tels que le cadre continental de prévention structurelle, la feuille de route principale de l'UA Faire taire les armes à feu (étendue jusqu'en 2030) et le mécanisme africain d'évaluation par les pairs, avec pour vision de produire des recommandations concrètes pour une opérationnalisation efficace de la prévention sur le terrain. La discussion vise à faire progresser l'opérationnalisation de la prévention structurelle en tant que pilier central de la « reconstruction en mieux », notamment par une programmation innovante, des partenariats cohérents et un financement durable qui correspond aux signaux d'alerte précoce et aux besoins des plus vulnérables.

**Panel :**

**Rosemary DiCarlo**, Secrétaire Générale Adjointe aux Affaires Politiques et à la Consolidation de la Paix, Nations Unies

**Ramtane Lamamra**, Haut-Représentant de l'Union Africaine pour Faire Taire les Armes

**Eddy Maloka**, PDG, Le Mécanisme Africain d'Évaluation Entre Pairs (MAEP)

**Ernest Adu-Gyamfi**, Président du Conseil, Conseil National de Paix, République du Ghana

	<p><b>Deborah Wetzel</b>, Directeur de l'Intégration Régionale pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Groupe de la Banque Mondiale</p> <p><b>Modérateur:</b>  <b>Osama Abdel-Khalek</b>, Représentant Permanent de la République Arabe d'Égypte auprès de l'Union Africaine</p>
17h00 - 18h15	<p style="text-align: center;"><i><b>De la reprise économique rapide à la transformation structurelle  La voie de l'Afrique vers une reprise et un développement durables</b></i></p> <p>La pandémie Covid-19 a déclenché une pléthore de chocs financiers, y compris la contraction du PIB mondial, l'accumulation de la dette, l'effondrement de l'investissement et la perturbation des activités économiques dans le monde entier. En Afrique, l'impact économique négatif de la pandémie a prouvé la nécessité d'une transformation structurelle qui capitalise sur la résilience du continent, et qui renforce sa capacité pour répondre aux crises. Les moteurs d'une telle transformation sont : l'énergie durable, les infrastructures, la numérisation et un financement adéquat. Néanmoins, le continent continue de faire face à divers obstacles au développement : environ 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et seulement 28% des établissements de santé ont accès à une source d'électricité fiable. Avec seulement 39% de la population ayant accès à l'internet, et connaissant des lacunes infrastructurelles, le continent a besoin de canaliser les opportunités d'investissement et de financement, et de puiser dans son potentiel pour renforcer la résilience des sociétés africaines contre les chocs déstabilisateurs et accélérer la reprise post-crise.</p> <p>Cette séance évaluera l'impact de la pandémie du COVID-19 sur la croissance économique et le progrès du développement en Afrique. Elle discutera plus spécifiquement les mécanismes et les politiques financières à suivre afin de progresser la récupération équitable et le développement durable à long terme. Elle mettra également en évidence les moyens de créer un environnement économique post-COVID-19 plus écologique qui encourage et attire les investissements dans les domaines de l'énergie durable, les infrastructures et la numérisation des domaines essentiels pour faire progresser la paix et la prospérité du continent.</p> <p><b>Panel:</b>  <b>Mahmoud Mohieldin</b>, Directeur Exécutif, Fonds Monétaire International et Envoyé Spécial des Nations Unies pour le Financement de l'Agenda 2030  <b>Amr Talaat</b>, Ministre des Technologies de l'Information et des Communications, la République Arabe d'Égypte (Message vidéo)  <b>Amani Abou-Zeid</b>, Commissaire à l'Infrastructure et à l'Energie, CUA.  <b>Emmanuel Lubanzadio</b>, Responsable de la Politique Publique pour l'Afrique subsaharienne, Twitter  <b>Hanaa Helmy</b>, Chef du Département de la Responsabilité Sociale des Entreprises et PDG, EFG Hermès</p> <p><b>Président:</b></p>

**Khaled Sherif**, Vice-Président, Développement Régional, d'Intégration et de Livraison des Affaires, Banque Africaine de Développement

3 mars 2021

14h00 - 15h15

**Lutte contre les déplacements forcés dans les processus nationaux de planification et de paix:  
Localiser le changement de paradigme vers la prévention en Afrique**

Les vulnérabilités existantes ont été aggravées par la pandémie de COVID-19 qui a affecté de manière disproportionnée les personnes déplacées de force, en particulier celles qui vivent dans des zones de conflit ou des zones fragiles. Cela a mis à l'épreuve l'opérationnalisation du lien humanitaire-développement-paix (HDPN), qui vise à mettre fin aux causes profondes et à trouver des solutions durables au déplacement forcé en Afrique. La réalité sur le terrain continue à refléter les silos institutionnels persistants, l'absence de réponses intégrées, multisectorielles et inclusives, le financement fragmenté et l'exclusion des communautés touchées par le déplacement, des processus de paix et de la planification nationale. Cela conduit à une pléthore de stratégies à court terme qui traitent les personnes en déplacement forcé, plutôt comme des victimes de déplacement que comme de agents actifs de paix et de développement.

Le thème de l'UA en 2020 –“ Faire taire les armes à feu: créer des conditions propices au développement de l'Afrique ", a souligné la nécessité de se concentrer sur la prévention des conflits et de créer des synergies entre les acteurs politiques, de paix et de développement pour trouver des solutions durables au déplacement forcé en Afrique et éviter un reprise des conflits violents. Cette séance examinera comment la prise en compte des questions de déplacement forcé dans les accords de paix africains peut fournir une opportunité primordiale, d'assurer le rapatriement et l'intégration sûres et volontaires des populations déplacées de force tout en tirant profit du rôle important qu'elles jouent dans les efforts de reconstruction et développement post-conflit (RDPC). Il examinera également comment les efforts de relèvement du COVID-19 peuvent contribuer au renforcement de la résilience, de la prévention et à la promotion de l'intégration des populations déplacées de force, conformément à l'engagement des ODD 2030 de " ne laisser personne pour compte ".

**Panel :**

**António Vitorino**, Directeur Général, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (Message vidéo)

**Jeffrey Labovitz**, Directeur des Opérations et des Urgences, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

**Peter Mayen Majongdit**, Ministre des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, République du Soudan du Sud

**Khabele Matlosa**, Directeur des Affaires Politiques, CUA

**Neveen Elhusseiny**, Vice-Ministre adjoint chargé des migrations, des réfugiés et de la lutte contre la traite des êtres humains, Ministère



	<p>des Affaires Etrangères, la République Arabe d'Égypte  <b>Stan Nkwain</b>, Directeur du Centre de Services Régional Pour l'Afrique, PNUD  <b>George Okoth-Obbo</b>, ASG / Secrétaire et Chef du Secrétariat Groupe de haut niveau du Secrétaire Général des Nations Unies sur les IDPs</p> <p><b><u>Modérateur:</u></b></p> <p><b>Yero Baldeh</b>, Directeur du Bureau de Coordination des États en Transition, Banque Africaine de Développement (BAD)</p>
15h30 - 16h45	<p style="text-align: center;"><i><b>Une approche globale des mandats de protection des civils dans les opérations de maintien de la paix</b></i></p> <p>Du rapport du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix (HIPPO) de 2015 au rapport 2020 du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (C-34), les cadres normatifs de maintien de la paix et les documents de politique font référence à l'importance des approches centrées sur les personnes en tant qu'élément central pour assurer une performance plus efficace des opérations de paix. L'intégration et le développement du mandat de protection des civils dans les conflits armés (PoC) dans l'agenda du Conseil de Sécurité et depuis l'adoption de plus de 100 résolutions thématiques traitant des questions liées aux PoC démontrent l'engagement de l'ONU pour mettre la paix au service du bien-être des gens.</p> <p>Sur le terrain, les opérations de maintien de la paix adoptent une approche intégrée de la mise en œuvre de leur mandat à travers le travail du personnel civil policier et militaire soutenu par les principes directeurs du maintien de la paix. Ces efforts incluent de nombreux domaines d'engagement comme le travail de sensibilisation politique, de dialogue et de médiation et le renforcement des capacités des acteurs étatiques qui fournissent la protection physique. Avec les mesures mises en place pour restreindre les déplacements et limiter les contacts directs entre les soldats de la paix et les communautés en raison de la pandémie COVID-19, cette approche «robuste» de protection des civils a été mise à l'épreuve. Ceci a souligné l'importance de l'autonomisation des personnes et le renforcement de la résilience communautaire comme objectif central des opérations de maintien de la paix.</p> <p>Cette session mettra l'accent sur l'impératif de recalibrer la protection des civils dans les tâches liées aux opérations de maintien de la paix afin de les orienter vers l'autonomiser des communautés locales, y compris les femmes, les jeunes, les réfugiés et les personnes déplacées, en leur fournissant les outils nécessaires pour atténuer les menaces et renforcer la résilience dans le cadre des efforts nationaux et des processus politiques plus larges. Cela devrait être intégré dans la vision à long terme des contributions des opérations de maintien de la paix, à la construction et la pérennisation de la paix, et en préparation de leur retrait et de leur sortie.</p> <p><b><u>Panel:</u></b></p>

**Jean-Pierre Lacroix**, Secrétaire Général Adjoint aux Opérations de Paix, ONU  
**Mankeur Ndiaye**, Représentant Spécial du Secrétaire Général pour la République Centrafricaine et Chef de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA)  
**Michelle Ndiaye-Ntab**, Représentant Permanent de l'Union Africaine en RDC, CUA  
**Liberata Mulamula**, Membre du 6e Conseil Consultatif du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) du SGNU

**Président:**  
**Mohamed Edrees**, Représentant Permanent de la République Arabe d'Égypte auprès de l'ONU et Président de la Commission de Consolidation de la Paix

**Paix et développement durables grâce aux arts, à la culture et au patrimoine**

17h00 - 18h15

La célébration de 2021 en tant qu'Année de l'UA des arts, de la culture et du patrimoine offre une opportunité précieuse d'examiner les moyens de renforcer la contribution des arts et de la culture au maintien de la paix et du développement en Afrique. Elle repose sur la conviction qu'une Afrique pacifique et sûre ne peut être atteinte qu'en développant une «culture de la paix» dans l'esprit de ses sociétés. À cet égard, les cadres internationaux existants et les instruments et chartes politiques de l'UA, en particulier la Charte de la renaissance culturelle africaine (2006) et l'Agenda 2063, soulignent l'importance de la culture, des arts et du patrimoine dans la consolidation de la paix, la réconciliation, les processus de prévention des conflits et la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme. Lorsqu'ils sont stratégiquement exploités dans le but de reconstruire une société pacifique, ces cadres ont le potentiel de devenir des outils intégraux pour pérenniser la paix.

En plus de prévenir les conflits et de pérenniser la paix, la promotion d'une culture de la paix joue également un rôle central dans le continuum de la paix. Dans les situations où la violence a déjà éclaté, la Charte (2006) souligne l'importance de protéger et de préserver le patrimoine culturel. Cela a acquis une grande importance ces dernières années, car des acteurs non-étatiques, notamment des groupes terroristes, ont été impliqués dans la destruction du patrimoine culturel dans des contextes de conflit, exacerbant davantage les conflits et entravant les efforts de réconciliation après les conflits. Cette importance croissante est reflétée dans la décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies d'inclure la sauvegarde du patrimoine culturel dans le cadre du mandat de la MINUSMA au Mali, en tant que première et seule mission de maintien de la paix à être chargée d'une telle directive. Dans ce contexte, la séance a pour objectif de débattre les mesures concrètes que les États africains peuvent adopter afin de renforcer la contribution des arts, de la culture et du patrimoine à une paix et un développement durables dans le cadre d'une meilleure reconstruction et d'une récupération plus forte.

**Panel :**

**Firmin Edouard Matoko**, Sous-directeur général, Département de l’Afrique, UNESCO

**Angela Martins**, Chef de la Division de la culture, CUA

**Président:**

**Ines Abdel-Dayem**, Ministre de la Culture, la République Arabe d’Égypte

**4 mars 2021**

14h00 - 15h15

**Pérenniser la paix à travers une reconstruction et un développement efficaces post-conflits**

Le COVID-19 a posé des défis importants aux processus de paix sur le continent et a menacé les gains de consolidation de la paix et développement. Les gouvernements africains et leurs partenaires ont fait rencontre des difficultés à faire face aux conséquences multidimensionnelles de la pandémie. Néanmoins, l’Afrique a enregistré quelques progrès dans l’avancement des processus de paix dans les situations post-conflit. Ces progrès soulignent l’impératif de recalibrer les efforts internationaux, continentaux et nationaux en vue d’édifier et de pérenniser la paix grâce à des engagements concertés en matière de reconstruction et de développement. Elle offre aussi une opportunité de renforcer l’appropriation nationale et locale des processus de consolidation de la paix, qui est rendue d’autant plus urgente par des réductions importantes du financement de la consolidation de la paix.

Cette séance fera le point sur les leçons tirées et les meilleures pratiques des efforts de consolidation de la paix menés par les acteurs internationaux, continentaux et nationaux dans les contextes africains d’après les accords de paix. Dans cet esprit, une discussion aura lieu, sur le rôle potentiel du Centre de l’UA pour la reconstruction et le développement post-conflit base au Caire (CUA RDPC), en tant que fournisseur d’expertise pertinente sur les options de politique et de programmation pour l’UA à travers le renforcement de la cohérence entre les acteurs africains concernés et les partenaires externes, la mobilisation de financements, le renforcement des capacités et la promotion de programmes innovants et fondés sur des analyses empiriques. À cette fin, les délibérations porteront sur le renforcement des synergies et de la collaboration entre l’UA et l’architecture de consolidation de la paix des Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ainsi que d’autres partenaires, afin de soutenir la mise en œuvre des priorités nationales définies par les pays concernés.

	<p><b><u>Panel :</u></b></p> <p><b>Beatrice Khamisa Wani</b>, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, République du Soudan du Sud  <b>Bankole Adeoye</b>, Commissaire aux Affaires Politiques, à la Paix et à la Sécurité, CUA  <b>Solomon Quaynor</b>, Vice-président, Secteur Privé, Infrastructures et Industrialisation, Banque Africaine de Développement (BAD)  <b>Oscar Fernandez-Taranco</b>, Sous-Secrétaire Général à l'Appui à la Consolidation de la Paix, ONU  <b>Mohamed Edrees</b>, Ambassadeur de la République Arabe d'Égypte auprès de la Mission Permanente et Président de la Commission de Consolidation de la Paix  <b>Janine Alm Ericson</b>, Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Coopération Internationale pour le Développement au Ministère des Affaires Etrangères, Royaume de Suède</p> <p><b><u>Modérateur:</u></b></p> <p><b>Ihab Awad</b>, Ambassadeur de la République Arabe d'Égypte au Nigéria</p>
<p><b>Séances parallèles</b></p>	
<p>15h30 - 16h45</p>	<p style="text-align: center;"><b><i>Mobiliser le commerce pour une Afrique pacifique et prospère</i></b></p> <p>Le commerce et l'investissement peuvent contribuer à faire progresser la paix, la sécurité et le développement en Afrique dans une période où la pandémie entraîne une contraction de l'activité économique, y compris un ralentissement de l'Investissement Direct à l'Etranger IDE et un fardeau de dette croissant. L'établissement de liens solides forgés par le commerce et l'investissement entre les États africains peut favoriser une croissance économique plus importante et des relations bilatérales et régionales plus pacifiques sur le continent. Grâce à la création de chaînes de valeur locales et régionales et à la diversification de l'économie, les flux commerciaux et d'investissement contribuent à l'expansion des marchés africains et à la création d'emplois peuvent donc être des moteurs puissants de la reprise post-COVID. Dans ce contexte, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est une initiative africaine opportune et ambitieuse qui regroupe 54 économies africaines pour former le plus grand bloc commercial du monde de 1,3 milliard d'habitants, avec un PIB de 3,4 billions de dollars américains et un potentiel pour stimuler le commerce intra-africain de 52,3%. En outre, l'initiative &lt;&lt; Commerce au service de la paix &gt;&gt; de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par le biais des accessions à l'OMC rassemble des pays fragiles et touchés par des conflits y compris des pays africains, pour mobiliser le commerce et l'intégration économique mondiale comme un outil pour reconstruire leurs économies fragiles et promouvoir une paix durable et inclusive.</p> <p>La nécessité d'une reprise économique rapide et efficace par le biais de la stimulation du commerce, est plus que jamais essentielle pour la transformation structurelle de l'Afrique. En conséquence, cette séance examinera les moyens de mobiliser le commerce pour</p>

renforcer la paix, la sécurité et la résilience dans le contexte du relèvement post-COVID, en particulier dans les pays fragiles et les pays sortant de conflits.

**Panel :**

**Alan Wolff**, Directeur Général adjoint, Organisation Mondiale du Commerce

**Ali Giddo Adam**, Ministre du Commerce et de l'Approvisionnement, République du Soudan

**Albert M. Muchanga**, Commissaire au Développement Economique, au Commerce et à l'Industrie et aux Mines, CUA

**Toyin Umesiri**, Directeur Général, Nazaru LLC

**Modérateur:**

**Ahmed Abdel-Latif**, Directeur General du Centre International du Caire pour la Résolution des Conflits, le Maintien et la Consolidation de la Paix (CCCPA), Directeur Exécutif, Le Forum d'Assouan

15h30 - 17h00

***Passer des intentions aux actes :***

***Catalyser la coopération régionale pour la paix, la sécurité et le développement en mer Rouge  
(Séance à huit clos)***

La région de la mer Rouge continue de faire face à une série de menaces et de défis transnationaux, notamment les conflits armés, le terrorisme, la piraterie, la drogue, le trafic et la contrebande d'êtres humains. Le COVID-19 et ses ramifications socio-économiques ont encore accentué les fragilités et le sort des populations vulnérables. Des réponses coordonnées et des cadres de collaboration sont essentiels pour relever ces défis et nouveaux risques. Cependant, plusieurs obstacles freinent leur opérationnalisation effective, notamment les conflits persistants et les asymétries résultant de systèmes et priorités politiques, économiques et culturels différents. Durant longtemps, ces dynamiques ont contrecarré tout progrès significatif vers l'identification des dénominateurs communs pour le partenariat au sein de la région de la mer Rouge.

Cette séance sera l'occasion de faire progresser une compréhension commune des défis et des opportunités au vu des tendances géopolitiques existantes. Elle présentera également des recommandations concrètes pour des idées et des modalités innovantes afin de favoriser la collaboration stratégique en renforçant la confiance et en projetant les bases d'une paix et d'un développement durables dans la région.

5 mars 2021

14h00 - 15h15

*Faire progresser les réponses intégrées aux risques de sécurité climatique : perspectives globales et africaines*

Les impacts du changement climatique et les risques associés pour la sécurité et le développement sont devenus plus accentués sur tout le continent africain, les. Dans le bassin du lac Tchad, le changement climatique a intensifié la compétition autour des ressources naturelles rares, sapant les moyens de subsistance de 5 millions de personnes, augmentant les déplacements internes et exacerbant le risque de violence et de recrutement par des organisations terroristes, à savoir Boko Haram. Parallèlement, la Corne de l'Afrique connaît des crises qui se chevauchent, notamment le COVID-19 et une infestation acridienne, qui aggravent les risques d'insécurité alimentaire, de perte de moyens de subsistance et de recours à la criminalité transnationale organisée ; ceci remet en question la capacité des gouvernements à réagir efficacement. Ces risques pour la sécurité climatique sont encore aggravés par le manque de préparation nationale et la résilience relativement faibles des communautés en Afrique, ainsi que par le déficit de financement considérable auquel elle est confrontée pour faire face à ces impacts et réaliser les objectifs de développement durable.

En réponse à la reconnaissance croissante de ces effets dévastateurs, les gouvernements africains et les organisations régionales ont pris des mesures positives pour faire face aux implications des menaces climatiques sur le développement et la sécurité. Par exemple, l'UA a mis en place un « cluster climatique », regroupant les départements concernés sous un chapeau commun pour mieux évaluer et traiter les risques liés à la sécurité climatique à travers le continent. Cependant, l'ampleur de l'action est nettement inférieure au besoin croissant. Cela accentue l'urgence d'accélérer les efforts d'adaptation au climat et d'intégrer les risques de sécurité et de développement liés au climat dans les programmes nationaux de planification, de consolidation de la paix et de lutte contre le climat. En conséquence, cette séance mettra en évidence la nature systémique et interactive des menaces climatiques. Elle adressera le bilan des politiques et réponses climatiques préventives, inclusives et intégrées en Afrique, ainsi que le rôle de l'appui international. Elle examinera les opportunités et les défis de l'intégration et de la lutte contre les risques de sécurité liés au climat dans la planification du développement, la prévention des conflits et la consolidation de la paix à différents niveaux.

**Panel:**

**Sir Nicholas Kay**, COP26 Ambassadeur régional pour l'Afrique, Royaume-Uni

**Selwin Hart**, Conseiller Spécial du Secrétaire Général pour l'Action Climatique et Sous-Secrétaire Général de l'Équipe d'Action pour Le Climat, Nations Unies

**Ahmed Yusuf**, Directeur Général, Direction de l'Environnement et du Changement Climatique, Cabinet du Premier Ministre, République Fédérale de Somalie

**Philip Attuquayefio**, Coordonnateur de la Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Relèvement et la Résilience des Zones Affectées par Boko Haram du Bassin du Lac Tchad, Commission de l'Union Africaine

**Nisreen El Saim**, Membre du Groupe Consultatif de la Jeunesse sur le Changement Climatique, Président de l'Organisation de la Jeunesse Soudanaise sur le Changement Climatique et Coordonnateur de la Jeunesse et de l'Environnement

**Commentateur:**

**Florian Krampe**, Chercheur Principal et Directeur du Programme sur les Changements Climatiques et les Risques, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)

**Modérateur:**

**Sagal Abshir**, Chercheur sur la Corne de l'Afrique et membre du « Réseau d'Experts sur la Sécurité Climatique », Somalie

15h30 - 16h45

*Est-ce que la crise au Sahel va de mal en pis ?*

La région du Sahel est confrontée à un ensemble de menaces et de défis qui se chevauchent en matière de paix, de sécurité et de développement. Depuis le début de la pandémie COVID-19, la région a connu une forte augmentation des conflits intercommunautaires et une recrudescence des attaques terroristes, les groupes terroristes étendant leur implantation territoriale à un rythme alarmant. Les mesures de riposte pour freiner la propagation de la pandémie mettent en péril les emplois et les moyens de subsistance des populations du Sahel, notamment le secteur informel. Cette évolution récente a abouti à une détérioration de la situation humanitaire, avec une insécurité alimentaire croissante et des déplacements à grande échelle ; créant des conditions mortelles pour des millions d'habitants de la région.

Face à ces défis, il devient de plus en plus évident que la région du Sahel a crucialement besoin d'un nouveau mode opératoire. À ce jour, la pléthore de stratégies lancées par les différents acteurs aux différents niveaux de gouvernance ont été insuffisantes pour saisir et traiter des réalités complexes sur le terrain. Plus que jamais, les États sahéliens doivent s'efforcer de promouvoir les interconnexions et les synergies, à la fois entre eux et avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales.

Par conséquent, cette séance fera le point sur la manière dont la pandémie a affecté les efforts de paix et du développement internationaux et continentaux dans la région du Sahel. La séance discutera la nécessité de réévaluer les priorités pour la région du Sahel à court, moyen et long termes, ainsi que la nécessité de partenariats et de coordination cohérents; plus important encore, l'intégration des approches (y compris la programmation et le financement) avec l'objectif relief, de redressement et de renforcement de la résilience.

**Panel:**

**Geoffrey Onyeama**, Ministre des Affaires Etrangères, République Fédérale du Nigéria

**Abdoulaye Mar Dieye**, Coordonnateur Spécial Pour le Développement au Sahel, ONU

**Alexander Zouev**, Sous-Secrétaire Général pour l'Etat de Droit et les Institutions de Sécurité, Département des Opérations de Paix, ONU

	<p><b>Maman Sambo Sidikou</b>, Secrétaire Exécutif, G5 Sahel</p> <p><b>Rita Laranjiha</b>, Directrice Générale pour l'Afrique, Service d'Action Extérieure de l'Union Européenne (SEAE)</p> <p><b>Nicolas Perrin</b>, Spécialiste Principal du Développement Social, Afrique, Europe et Asie Centrale, Groupe de la Banque Mondiale</p> <p><b>Modérateur:</b></p> <p><b>Christopher Gascon</b>, Directeur pour l'Afrique Occidentale et Centrale, OIM</p>
	<p><b>CLÔTURE</b></p>
<p>17h00 - 17h30</p>	<p style="text-align: center;"><i>Séance de clôture</i></p> <p style="text-align: center;"><b><i>La voie à suivre par l'Afrique pour aller de l'avant: récupérer plus fort et reconstruire en mieux</i></b></p> <p>La pandémie COVID-19 est une épée à double tranchant dans le contexte africain ; malgré l'impact immense sur la paix, la sécurité et le développement sur le continent, la pandémie fournit aussi une occasion unique pour accélérer les changements de paradigme qui ont émergé au cours des dernières années. De la gestion des crises au renforcement de la prévention et de la résilience ; de la conception de réponses fragmentées à court terme à l'élaboration d'une analyse, d'une planification et d'une programmation intégrées conjointes à long terme ; et de l'élaboration de politiques et de stratégies, à leur mise en œuvre d'une manière cohérente et holistique. La pandémie est un catalyseur pour que les acteurs humanitaires, de développement, de paix et de sécurité se repositionnent vers des approches intégrées qui transcendent les approches traditionnelles d'interventions séquencées et cloisonnées en faveur du renforcement de la résilience communautaire, de la prévention des conflits et la pérennisation de la paix.</p> <p>À travers les « Conclusions d'Assouan », des décideurs et des experts de premier plan développeront des recommandations spécifiques au contexte et orientées vers l'action pour que l'Afrique récupère plus fort de la pandémie et se reconstruise en mieux. En vue de promouvoir une paix et un développement durables. Les parties prenantes nationales, régionales et continentales de l'Afrique, ainsi que les partenaires internationaux, devraient unir leurs forces pour s'assurer que les effets de la pandémie COVID-19 n'entravent pas la réalisation de « l'Afrique que nous voulons ».</p> <p><b>Sameh Shoukry</b>, Ministre des Affaires Etrangères, la République Arabe d'Égypte (Message vidéo)</p> <p><b>Ahmed Abdel-Latif</b>, Directeur General du Centre International du Caire pour la Résolution des Conflits, le Maintien et la Consolidation</p>



	de la Paix (CCCPA), Directeur Exécutif, Le Forum d'Assouan
--	--